

Le bureau de la Régionale d'Ile-de-France
de l'Association des professeurs d'Histoire-Géographie
à
Madame Valérie DEROUICHE
Chargée de communication
Rectorat de l'Académie de Paris

Paris, le 02 février 2009.

Madame,

Nous souhaitons manifester notre étonnement à la suite de la lettre académique d'Histoire-Géographie n° 7 qui invite des collègues de collèges et lycées à assister **avec leurs classes** à la projection du docu-fiction intitulé *L'évasion de Louis XVI*. L'appel à ce sujet est sans équivoque : *recherche de classes pour une projection*.

Cet appel pose des problèmes de méthode et des problèmes de fond.

Pour ces derniers, l'argumentaire présenté par un « conseiller historique » est proprement consternant ; il accumule erreurs historiques (on ne peut parler d'une institutionnalisation de la Terreur avant octobre 1793 ; l'exécution du roi n'eut pas lieu « un an plus tard », et le rétablissement immédiat du roi sur son trône est certainement plus significatif à court terme, sa chute relevant d'un tout autre contexte), et parti-pris réducteurs ; la situation politique du roi ne peut se réduire aux préoccupations intimes d'un père de famille cherchant à protéger ses proches.

Quant à la démarche, à la suite d'un tel argumentaire, il aurait été nécessaire de prendre la précaution préalable de proposer une avant-projection aux collègues volontaires, pour qu'ils prennent eux-mêmes la décision d'y amener ou non leurs classes.

Nous sommes attachés à une démarche pluraliste, aussi bien dans le conseil scientifique d'une émission grand public, que dans le débat qu'il est souhaitable d'impulser à la suite d'une projection. Il ne manque pas de vrais spécialistes de la période, qui ont des points de vue différents sur la question, certains d'entre eux ayant fait paraître récemment des ouvrages sérieux sur la fuite à Varennes (Mona Ozouf, Timothy Tackett).

Nous voulons bien croire que le contenu du docu-fiction ne reflète pas les erreurs grossières de l'argumentaire qui l'accompagnent. Mais nous aurions souhaité avoir des garanties à ce sujet, avant de lancer un appel public à un jeune public qui risque d'avoir une vision historique totalement tronquée d'une période capitale de notre histoire.

Pour le bureau de la Régionale de l'APHG

Son président,
Jean-Philippe GENET

Son vice-président,
Bernard GAINOT